

Bujumbura, le 14/6/2018

Déclaration de PARCEM sur l'analyse de la situation de la sécurité alimentaire à l'occasion de la journée internationale de lutte contre la faim du 15/6/2018.

0. Introduction

D'abord on doit intérioriser que le niveau des ressources et des potentialités en matière agricole devrait nous permettre de nous assurer la sécurité alimentaire et pouvoir exporter l'excédent dans d'autres pays.

Mais le constat est déplorable car la situation de la sécurité alimentaire est plus qu'inquiétante. La solution passera par la reconnaissance au préalable de la situation telle qu'elle est suivi d'engagement de prendre des solutions aux problèmes.

I. Situation de la sécurité alimentaire

1. Indice de la faim 40%(le plus élevé du monde)
2. Malnutrition : 60%, seuil d'alerte : 40%
3. Insuffisance calorifique : 1600kcal(le plus faible de la sous-région), moyenne : 2100kcal ;
4. Couvrir à peine 1 repas/jour dans plusieurs cas, la moyenne acceptée est 3 fois/jour ;
5. Consommation d'un seul aliment des mois et des mois ;
6. 30% de déficit de production alimenta
7. ire ;
8. 3 millions de personnes nécessitant une assistance.

II. Les conséquences de la situation

1. Des millions d'abandon scolaire;
2. Retard dans la croissance, aspect cognitif ;
3. Taux de morbidité élevé et faible rendement ;
4. Esperance de vie faible;
5. Cercle vicieux famine -faiblesse production.

Ce qui aggrave la situation, c'est la diminution progressive du budget alloué dans le secteur alors que les bouches à nourrir augmentent de plus en plus avec un taux de croissance de la population de plus de 3% et un taux de fécondité de 7 enfants/femme. Les pratiques et les techniques de production agricoles restent archaïques.

III. **Besoins en agriculture selon le PNIA** (Pan National d'Investissement Agricole) :
1.452.300.718.000(2012-2017), 300milliards annuellement

| Année | Ressources nationales | Ressources extérieures | Total |
|-------|-----------------------|------------------------|------------------|
| 2018 | 25.734.703.237 | 109.501.979 | 36.135 milliards |
| 2017 | 24.885.312.720 | 117.006.131.421 | 142 milliards |
| 2016 | 23.690.744.720 | 135.560.475.985 | 159 milliards |
| 2015 | 35.490.684 | 148.986.674.834 | 184 milliards |
| 2014 | 32 millions | 140 millions | 173 milliards |

IV. **Quelles solutions?**

1. Il faut quitter progressivement le stade d'agriculture de subsistance vers l'agriculture de marché intensive qui augmente la production et le revenu des ménages car 90% de la population se déclarent agriculteurs mais ne parviennent pas à produire suffisamment pour le pays;
2. La gestion institutionnelle du secteur en l'occurrence le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage doit éviter de se complaire des succès ponctuels et éphémères, il faut viser le changement de la situation alimentaire sur terrain et les structures de production.

Exemple :

- PRODEFI : amélioration de la nutrition des enfants (lait)
 - le café : production, revenu des paysans
3. Mobilisation des moyens couplée à une bonne affectation et bonne gestion et qui est centrée sur les actions suivantes :
 - a) **Amélioration des facteurs de production de base** : bonne terres cultivables, semences sélectionnées, quantité d'engrais adaptée et suffisante combinée avec le fumier organique;
 - b) **Professionnalisation des acteurs** : encadrement, suivi, recherche, spécialisation régionale, technique, de production modernisée (outillage,

irrigation), accès au crédit, organisation des acteurs en unités professionnelles de production ;

- c) **Bonne gestion post récolte** : stockage, transformation, l'agrobusiness, bonne gestion des filières, infrastructures, gestion des prix agricoles.

En Conclusion

Si le Burundi ne peut pas à court et à moyen terme construire des avions, il peut au moins nourrir à suffisance ses fils et filles pour une vie et une sante décente. Des bons exemples ne manquent pas : Malawi, révolution verte asiatique, île Maurice, Israël, Niger etc.

N.B : Les données ci-haut mentionnés sont recueillies des conclusions des états généraux de l'agriculture et de la récente évaluation des OMD.

Pour PARCEM

Faustin NDIKUMANA

Directeur National

